

La version française suit le texte anglais.

BLAKES

BULLETIN ON
Litigation &
International Trade

JULY 2007

Corn Growers Case: High Deference to Trade Tribunal's Expertise

[BRAD BERG](#) AND [CLIFF SOSNOW](#)

On June 5, 2007, the Federal Court of Appeal refused to interfere with a decision of the Canadian International Trade Tribunal (CITT) and, in so doing, recognized a high degree of deference toward the CITT in dealing with complaints of injury caused by subsidized and dumped imports.

The case originated in allegations by Canadian corn producers to the Canadian Border Services Agency that dumped and subsidized U.S. corn was causing injury to the domestic corn production industry in Canada. At the CITT hearing that followed, those allegations were denied by various parties, including food and beverage manufacturers, ethanol producers, Canadian pig farmers and other consumers of U.S. corn. Following a fact-intensive hearing, the CITT determined that the allegations of injury had not been proven. More particularly, the CITT found that any injury to the Canadian corn industry was essentially attributable to the appreciation of the Canadian dollar and other factors unrelated to imports of U.S. corn.

The Canadian corn growers challenged the CITT decision by way of an application for judicial review. Among other things, the applicants argued that the CITT had failed to consider various factors relating to price effects and other indicators of injury set out in the *Special Import Measures Act*, R.S.C. 1985, c. S-15. The applicants also asserted certain errors of natural justice, including an allegation that the CITT based its decision on a concept that had not been argued by the parties, namely, a widening price gap between lower-priced Canadian corn and higher-priced U.S. corn.

In a unanimous decision rendered from the bench, Chief Justice Jean Richard of the Federal Court of Appeal dismissed the application (Justices Nadon and Sexton concurring). The Court found that the CITT was acting within its jurisdiction and expertise as a specialized tribunal, and that the question of the relationship between subsidies, dumping and injury was "quintessentially one of fact". Further, the CITT was entitled to consider all information relevant to its inquiry, including the concept of a widening price gap that was found to have been part of the evidentiary record before the tribunal. Consequently, the Court found no breach of natural justice or other reviewable error.

Blakes was counsel to the Office of the United States Trade Representative before the Federal Court of Appeal. The Blakes team was comprised of Cliff Sosnow, Brad Berg, Roy Millen and Elysia Van Zeyl.

The *Corn Growers* decision is a strong indication that parties to CITT proceedings are wise to invest early in gathering facts, obtaining expert advice and building an extensive evidentiary record at the CITT hearing. Because courts will generally grant a high degree of deference to the CITT as a specialized tribunal with expertise in international trade matters, the opportunities to interfere later with fact-based decisions by the CITT will likely be slim. Waiting for the judicial review before taking the case seriously may be too late.

If you have any questions on this case or other International Trade matters, please contact:

Cliff Sosnow	613-788-2233	cliff.sosnow@blakes.com
Brad Berg	416-863-4316	brad.berg@blakes.com
Michael Laffin	403-260-9692	michael.laffin@blakes.com
Roy Millen	604-631-4220	roy.millen@blakes.com

Blakes periodically provides materials on our services and developments in the law to interested persons. To unsubscribe to this e-bulletin, please respond back with unsubscribe in the subject line or contact Blakes Marketing Department at 416-863-3036 or dorothy.byers@blakes.com. Additional information on our privacy practices may be obtained by contacting us at privacyofficer@blakes.com.

This e-bulletin is for informational purposes only and does not create a lawyer-client relationship. The transmission of this information does not suggest Blakes or any of its lawyers are practising law of any jurisdiction other than Canada. The information provided in this e-bulletin is summary in nature and does not constitute legal advice. We would be pleased to provide additional details or advise about specific situations if desired.

For permission to reprint articles, please contact Blakes Marketing Department at 416-863-2403 or lynn.spencer@blakes.com.

© 2007 BLAKE, CASSELS & GRAYDON LLP

MONTREAL OTTAWA TORONTO CALGARY VANCOUVER NEW YORK CHICAGO LONDON BEIJING

The logo for Blakes Lawyers, featuring the word "Blakes" in a large, elegant, cursive script font, with the word "LAWYERS" in a smaller, clean, sans-serif font centered underneath it.

L'affaire *Corn Producers* : grande retenue judiciaire envers la compétence du Tribunal canadien du commerce extérieur

[BRAD BERG](#) ET [CLIFF SOSNOW](#)

Le 5 juin 2007, la Cour d'appel fédérale a refusé de renverser une décision du Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE) et, ce faisant, a reconnu qu'une grande retenue judiciaire était indiquée face aux décisions du TCCE par suite de plaintes pour préjudice causé par des importations subventionnées et faisant l'objet de dumping.

Des producteurs de maïs canadiens faisaient valoir à l'Agence des services frontaliers du Canada que le maïs américain subventionné et faisant l'objet de dumping causait préjudice à l'industrie canadienne de la production de maïs. À l'audience devant le TCCE, ces allégations ont été contestées par différents intéressés, notamment des fabricants d'aliments et de boissons, des producteurs d'éthanol, des éleveurs de porcs canadiens et d'autres consommateurs de maïs américain. Au terme d'un processus judiciaire largement tributaire des faits, le TCCE a statué que le bien-fondé des allégations de préjudice n'avait pas été démontré. En particulier, le TCCE a conclu que les préjudices causés à l'industrie canadienne du maïs étaient surtout attribuables à l'appréciation du dollar canadien et à d'autres facteurs indépendants des importations de maïs américain.

Les producteurs canadiens de maïs ont contesté la décision du TCCE au moyen d'une demande de contrôle judiciaire. Les demandeurs faisaient notamment valoir que le TCCE n'aurait pas tenu compte de divers facteurs ayant une incidence sur les prix et d'autres indicateurs de préjudice énoncés dans la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, L.R.C. 1985, c. S-15. Les demandeurs ont également invoqué certaines erreurs de justice naturelle, alléguant notamment que le TCCE avait fondé sa décision sur un concept qui n'avait pas été débattu par les parties, soit l'écart grandissant entre le prix du maïs canadien et celui du maïs américain, qui est plus cher.

Dans une décision unanime rendue sans délibéré, le juge en chef John Richard de la Cour d'appel fédérale a rejeté la demande (les juges Nadon et Sexton souscrivant à ses motifs). La Cour d'appel a conclu que le TCCE avait agi dans les limites de sa compétence et de son expertise en tant que tribunal spécialisé et que la question des liens entre les subventions, le dumping et le préjudice était essentiellement de nature factuelle. En outre, le TCCE avait le droit de tenir compte de tous les renseignements pertinents à son évaluation, y compris la question de l'écart grandissant entre les prix, qu'on a jugé avoir été soulevée dans la preuve présentée par les parties. La Cour d'appel a conclu, par conséquent, qu'il n'y avait eu aucun manquement à la justice naturelle ni aucune erreur sujette à révision.

Blakes était le conseiller juridique du Office of the United States Trade Representative devant la Cour d'appel fédérale. Cliff Sosnow, Brad Berg, Roy Millen et Elysia Van Zeyl constituait l'équipe de Blakes.

La décision *Corn Producers* indique clairement que les parties à des procédures soumises au TCCE devraient investir dès le début dans la collecte des faits, l'obtention de conseils d'experts et la constitution d'un dossier de preuve complet en vue d'une audience devant le TCCE. Comme les tribunaux feront généralement preuve d'une grande retenue judiciaire envers le TCCE à titre de tribunal spécialisé compétent pour entendre les questions de commerce international, la probabilité que soit renversée une décision fondée sur les faits rendue par le TCCE pourrait s'avérer faible. Ceux qui attendent l'étape du contrôle judiciaire pour se consacrer sérieusement à l'affaire pourraient être désagréablement surpris.

Pour en savoir davantage, veuillez communiquer avec :

Cliff Sosnow	613-788-2233	cliff.sosnow@blakes.com
Brad Berg	416-863-4316	brad.berg@blakes.com
Michael Laffin	403-260-9692	michael.laffin@blakes.com
Roy Millen	604-631-4220	roy.millen@blakes.com

Blakes offre périodiquement des documents sur les tendances et les faits nouveaux en matière juridique aux personnes qui le désirent. Si vous ne souhaitez pas recevoir d'autres bulletins électronique, veuillez communiquer avec le Service du marketing de Blakes au 514-982-4028 ou par courriel à l'adresse carri.eliesen@blakes.com. Pour de plus amples renseignements sur nos pratiques concernant la protection des renseignements personnels, veuillez communiquer avec nous par courriel à l'adresse privacyofficer@blakes.com.

Ce bulletin électronique est publié à titre informatif uniquement et ne crée pas une relation avocat-client. La transmission de l'information contenue dans le présent bulletin électronique ne donne pas à entendre que Blakes ou l'un de ses avocats exerce le droit d'un ressort autre que le Canada. L'information fournie dans le présent bulletin électronique est essentiellement un résumé et ne constitue pas un avis juridique. Nous serions heureux de vous fournir des détails supplémentaires ou des conseils sur des situations particulières si vous le souhaitez.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire les articles, veuillez communiquer avec le Service du marketing de Blakes au 514-982-4028 ou par courriel à l'adresse carri.eliesen@blakes.com.

© 2007 Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.

MONTRÉAL OTTAWA TORONTO CALGARY VANCOUVER NEW YORK CHICAGO LONDRES BEIJING

The logo for Blakes, featuring the word "Blakes" in a stylized, cursive script font. Below the name, the word "AVOCATS" is written in a smaller, plain, uppercase font.